

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Le Conseil d'Etat alloue la première indemnité réparatrice

Barcena-Fernandez, François-Xavier

*Published in:*  
Bulletin juridique et social

*Publication date:*  
2015

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Barcena-Fernandez, F-X 2015, 'Le Conseil d'Etat alloue la première indemnité réparatrice', *Bulletin juridique et social*, Numéro 553, p. p. 15.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

# Le Conseil d'État alloue la première indemnité réparatrice

Depuis l'arrêt *Flandria* du 5 novembre 1920, il était acquis que les droits consacrés et organisés par le Code civil (et les lois qui le complètent) étaient des droits subjectifs qui, en application de l'article 144 de la Constitution, relevaient de la compétence exclusive des cours et tribunaux. De ce fait, l'action en responsabilité civile visant à réparer le dommage causé par l'application d'un acte administratif annulé par la suite par le Conseil d'État devait être poursuivie devant les juridictions de l'ordre judiciaire<sup>1</sup>.

La sixième réforme de l'État a débouché, entre autres, sur une modification de l'article 144, lequel prévoit désormais que « la loi peut, selon les modalités qu'elle détermine, habiliter le Conseil d'État ou les juridictions administratives fédérales à statuer sur les effets civils de leurs décisions ». Ce sera chose faite avec la loi du 6 janvier 2014 qui insère un article 11*bis* aux lois coordonnées sur le Conseil d'État, lequel peut dorénavant « allouer par voie d'arrêt une indemnité réparatrice à charge de l'auteur de l'acte si elle a subi un préjudice du fait de l'illégalité de l'acte, du règlement ou de la décision implicite de rejet [...] »<sup>2</sup>.

Par un arrêt *Legrand*, n° 231.416, du 2 octobre dernier, le Conseil d'État vient d'octroyer la première indemnité réparatrice. Les faits sont les suivants : le 20 mars 2013, l'employeur du sieur Legrand a sollicité du ministère de l'Intérieur l'octroi d'une carte d'identification d'agent de gardiennage. Cette demande est refusée au motif que celui-ci a fait l'objet d'une condamnation prononcée par le Tribunal correctionnel de Nivelles en 1993. Le Conseil d'État suspend cette décision (la condamnation était en effet effacée au bout de trois ans), ce qui a pour effet le retrait de cette décision par le ministère de l'Intérieur, lequel consent à délivrer ladite carte le 7 janvier 2014.

Le requérant introduit une demande d'indemnité réparatrice car il estime que la décision initiale de lui refuser l'octroi de cette carte lui a causé un dommage matériel (la perte de revenus liée au salaire d'agent de sécurité : 10.514,13 EUR) et un dommage moral (atteinte à la réputation vis-à-vis de son employeur, incertitudes liées à ses perspectives d'emploi : 5.000 EUR).

Cet arrêt était très attendu, car l'article 11*bis* permet au Conseil d'État de « tenir compte des intérêts publics et privés en présence » lorsqu'il fixe le montant de l'indemnité. L'on ignorait donc quelle serait la position du Conseil d'État, sachant que la réparation ne doit pas, le cas échéant, être intégrale. Avec l'arrêt *Legrand*, nous avons un début de réponse. La haute juridiction administrative évalue le préjudice matériel du requérant à 8.739,29 EUR (augmenté des intérêts légaux) et lui octroie ce montant à titre d'indemnité réparatrice. Par contre, il refuse de prendre en compte le dommage moral allégué, considérant que ce dernier a été réparé par l'arrêt suspendant la décision de refus d'octroi de carte.

● FRANÇOIS-XAVIER BARCENA-FERNANDEZ  
Assistant aux Facultés Universitaires  
Notre-Dame de la Paix  
Chargé d'enseignement à la Haute École  
F. Ferrer et à la Haute École de Namur

1 Fr. GLANSDORFF, « L'indemnité réparatrice : une nouvelle compétence du Conseil d'État vue par un civiliste », J.T., 2014, p. 474.

2 M.B., 31 janvier 2014, p. 8718.